

**Nouveau Mensonge d'Etat
Prime ... il y aura beaucoup de déçus et de
laissés pour compte !**

En organisation syndicale responsable, la Fédération des Personnels des Services publics et des Personnels des Services de santé Force Ouvrière a jugé nécessaire, le 17 mars 2020, de suspendre ses préavis de grève pendant la période de crise sanitaire sans précédent que nous traversons et cela, malgré une situation sociale largement dégradée par ce gouvernement. Depuis le début du confinement, nous sommes en relation avec les différents ministères, afin d'être informés de la situation et de faire remonter les difficultés du terrain. Ce dialogue social ne s'est pas fait naturellement et il aura fallu faire preuve d'obstination pour que des rencontres hebdomadaires soient initiées.

A titre d'exemple, alors que les personnels de l'hôpital public sont surexposés au Covid-19 par manque de moyens de protection, la Commission Hygiène Sécurité Conditions de travail (CHSCT) nationale s'est tenue, des semaines après la décision de mise en confinement sur le territoire, et ceci à la demande exclusive de la Fédération FO-SPS.

Depuis l'intervention du Président de la République à Mulhouse, nous étions dans l'attente de contacts spécifiques avec le cabinet du ministre Olivier VÉRAN concernant l'attribution de la prime promise par M. MACRON aux personnels hospitaliers ainsi que sur la revalorisation des salaires et des carrières. Hier, à 7H30, Olivier VÉRAN annonçait sur les ondes, à propos de la prime, qu'il était en relation avec les syndicats et que des discussions sur la prime et son périmètre étaient en cours. Cette déclaration du ministre de la santé est un nouveau mensonge d'État !

Force Ouvrière, 2^{ème} organisation syndicale de la Fonction Publique Hospitalière, n'a jamais été en effet contactée pour une quelconque négociation sur la prime par le ministre ou même son cabinet !

Hier, en amont du Conseil des Ministres, Olivier DUSSOPT nous a informés des choix du gouvernement sans aucune négociation possible !!

Les annonces faites hier démontrent le manque de considérations apportées au dialogue social et la volonté unilatérale du gouvernement de traduire les propos du Président le 25 mars à Mulhouse :

« L'engagement que je prends ce soir pour eux et pour la nation toute entière, c'est qu'à l'issue de cette crise un plan massif d'investissement et de revalorisation de l'ensemble des carrières sera construit pour notre hôpital. C'est ce que nous leur devons, c'est ce que nous devons à la Nation. Cette réponse sera profonde et dans la durée ».

Nous vous laissons juges. Seuls quelques fonctionnaires seront « récompensés » et non tous, comme annoncé déjà dans la presse, sur la base du « surcroît de travail » ! Une fois de plus le gouvernement joue la division et privilégie les finances à l'humain ! Les agents hospitaliers se sentent une fois de plus trahis par ce gouvernement ! Pour mémoire, FO revendiquait le paiement de cette prime à l'ensemble des personnels sur la base des bulletins de paye édités fin mars 2020.

Il nous faudra attendre le détail des textes instituant le dispositif de prime exceptionnelle, afin d'en connaître exactement le périmètre dans les 30 départements, et 108 établissements cités par le Ministre de la Santé. Les éléments délivrés ce jour par le Ministre annoncent déjà une « usine à gaz », notamment sur la détermination des heures supplémentaires majorées à 50 %. Toutes ces mesures à géométrie et géographie variable ajouteront de la confusion et de la colère auprès des hospitaliers.

S'il y aura eu un « avant COVID » et un « après », force est de constater que les vieux archaïsmes financiers n'ont pas quitté les ministères ! Après les médailles pour les attentats, l'aumône et la parcimonie pour le COVID !! Pourtant, les discours ministériels et gouvernementaux portant aux nues, l'union sacrée, le tous ensemble et la solidarité pendant cette crise auraient pu nous laisser penser que le « chacun pour soi » et le « tous contre tous » étaient enterrés. Que nenni !

Cela n'augure pas de bons présages pour l'avenir sur le 2^{ème} volet financier promis, à savoir la revalorisation et l'attractivité des carrières.

Devant ce constat, l'Union Interfédérale de la Fonction Publique FO va interpeller par courrier le gouvernement. Nous exigeons un engagement écrit sur un nouvel agenda social prenant en compte les promesses du Président sur l'après COVID, mais également, le retrait immédiat de la loi de la transformation de la fonction publique, de la loi Ma santé 2022 et du projet de réforme des retraites. Nous exigeons un calendrier précis sur l'ouverture de négociations salariales pour tous les agents de la fonction publique. Les paroles s'envolent, les écrits restent !

Conformément à nos valeurs et nos engagements, notre cahier revendicatif sera porté avec autant de force après le Covid-19. Nous n'acceptons pas que le gouvernement continue de mépriser le dialogue social en s'essuyant les pieds sur les agents hospitaliers par le mépris de leurs représentants légitimement élus. La Fédération saura prendre ses responsabilités, que le gouvernement soit prévenu !

Le secrétariat fédéral

Paris, le 16 avril 2020

Fédération des Personnels
des Services Publics et
des Services de Santé
Force Ouvrière

www.fo-publics-sante.org
fo.sante-sociaux@fosps.com
fo.territoriaux@fosps.com

Tél. : 01 44 01 06 00

153 - 155 rue de Rome
75017 PARIS